

Hélène Vainqueur-Christophe

Mandat(s)

Élue le 20 juin 2012 (Guadeloupe 4^{ème} circonscription); date de début de mandat : le 22 juillet 2012 (Remplacement d'un député nommé au Gouvernement : M. Victorin Lurel)

Fin de mandat le 2 mai 2014 (Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement : M. Victorin Lurel)

Groupe(s)

Députée non-inscrite [22 juillet 2012 - 23 juillet 2012]

Membre du groupe politique Socialiste, républicain et citoyen [23 juillet 2012 - 2 mai 2014]

NOMINATIONS

Commissions

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire [J.O. 25 juillet 2012 - J.O. 8 mars 2013]

Membre de la commission des affaires sociales [J.O. 8 mars 2013 - J.O. 29 mars 2013]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone ([n°393](#)) le 12 mars 2013

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire [J.O. 29 mars 2013 - 2 mai 2014]

Délégations et offices

Membre de la délégation aux outre-mer [J.O. 25 juillet 2012 - 2 mai 2014]

Membre de droit de la délégation aux outre-mer [J.O. 25 juillet 2012 - 2 mai 2014]

Organe extra-parlementaire

Membre du groupe français de l'Union interparlementaire (U.I.P.) [31 juillet 2012 - 2 mai 2014]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires sociales sur la proposition de loi de M. Bruno Le Roux, Mmes Hélène Vainqueur-Christophe, Ericka Bareigts, M. Boinali Said et Mme Valérie Corre et plusieurs de leurs collègues tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone (393) [20 mars 2013] ([n°824](#))

Rapport d'information [n°1603](#) sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (n° 1548) [4 décembre 2013]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Outre-mer. Politique économique. Prix. contrôles](#) [24 avril 2013] (p. 4846)

DÉBATS

(à compter du 26 juin 2012 et jusqu'au 19 juillet 2013)

Outre-mer : régulation économique

(Loi 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer)

1ère lecture

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [9 octobre 2012]

Son intervention ([p.3481](#))

DISCUSSION DES ARTICLES [10 octobre 2012]

Après l'article 7 bis

Son intervention sur l'amendement 45 ([p.3559](#))

Avant l'article 8

Son intervention sur l'amendement 44 ([p.3559](#))

Budget : loi de finances 2013

(Loi 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013)

1ère lecture

Projet de loi de finances n° 235 pour 2013

DISCUSSION DES ARTICLES [7 novembre 2012]

Deuxième partie

Mission Outre-mer

Son intervention ([p.4787](#))

Budget : loi de finances rectificative 2012 (3)

(Loi 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012)

1ère lecture

Projet de loi de finances rectificative n° 403 pour 2012

DISCUSSION DES ARTICLES [7 décembre 2012]

Deuxième partie

Après l'article 21

Son intervention sur l'amendement 18 rectifié ([p.6350](#))

Après l'article 26

Son intervention sur l'amendement 19 ([p.6353](#))

Questions sociales et santé : qualité
de l'offre alimentaire en outre-mer

(Loi 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir
la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer)

1ère lecture

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [27 mars 2013]

Son intervention ([p.3371](#))

DISCUSSION DES ARTICLES [27 mars 2013]

Article 1

Son intervention sur les amendements 5, 6, 7 ([p.3388](#))

Son intervention sur l'amendement 3 ([p.3388](#))

Pouvoirs publics : suppression
du mot "race" de notre législation

1ère lecture

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [16 mai 2013]

Son intervention ([p.5360](#))